Belgeo

Revue belge de géographie

2 | 2021

Dynamiques des campagnes et adaptations aux enjeux contemporains (Nord et Sud)

Extractivisme minier dans l'Est-Cameroun et controverses socio-environnementales : quelles perspectives pour un développement paisible des communautés locales ?

Mining extractivism in East Cameroon and socio-environmental controversies: what prospects for peaceful development of local communities?

Eric Voundi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/belgeo/48699>

DOI : 10.4000/belgeo.48699

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Eric Voundi, « Extractivisme minier dans l'Est-Cameroun et controverses socio-environnementales : quelles perspectives pour un développement paisible des communautés locales ? », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2021, mis en ligne le 11 juin 2021, consulté le 14 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/48699> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.48699>

Ce document a été généré automatiquement le 14 juin 2021.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Extractivisme minier dans l'Est-Cameroun et controverses socio-environnementales : quelles perspectives pour un développement paisible des communautés locales ?

Mining extractivism in East Cameroon and socio-environmental controversies: what prospects for peaceful development of local communities?

Eric Voundi

Introduction

- 1 L'extractivisme convoque une tendance à la surexploitation des ressources du sol et du sous-sol ; une doctrine de l'« extraire à tout prix » (Thomas, 2013). Elle est concomitamment la résultante et le revers du capitalisme libéral adossé sur la géostratégie de contrôle et de sécurisation de l'approvisionnement en ressources minérales et énergétiques pour les grandes puissances par l'entremise des compagnies minières (Saint-Aubin, 2019 ; Aït-Hatrit, 2015 ; République Fédérale d'Allemagne-Ministère Fédéral de l'Éducation et de la Recherche, 2013 ; Pitron, 2012 ; Paillard, 2011 ; Sauvé, Batellier, 2011 ; Triest, 2011).
- 2 Depuis plus d'une décennie, le gouvernement camerounais a entrepris une politique d'exploitation des ressources minières pour les mettre au service du développement du pays pour son « émergence 2035 » (MINEPAT, 2009b ; MINEPAT, 2009a ; Lickert, 2013). Cette volonté a abouti, le 14 décembre 2020, à la création de la Société Nationale des Mines (SONAMINES)¹, qui remplace l'ex-Cadre d'Appui à l'Artisanat Minier (CAPAM).

Cependant, à l'aune des connaissances géologiques actuelles du Cameroun, la Région de l'Est est la plus pourvue en mines et accueille l'essentiel des activités d'exploitation minière (Tchindjang *et al.*, 2015). Ces dernières ne cessent de s'intensifier. Mais au-delà des retombées économiques et financières substantielles souvent mises en avant par le gouvernement, l'exploitation minière alimente de nombreuses controverses entre compagnies, autorités et populations locales. Ces controverses s'abreuvent des récriminations sur l'opacité des activités minières, des soupçons de corruption, l'absence de retombées pour les communautés locales, les impacts nocifs sur les milieux naturels et les moyens de subsistance des populations, les accaparements fonciers, etc. Un tel contexte de tensions entre enjeux de développement et environnement convoque une exploration de la *political ecology* (Enzensberger, 1974).

- 3 En effet, l'essentiel des recherches de cette approche se situe à la conjonction d'interactions environnement-sociétés constituées des trois éléments : les intérêts économiques, les changements écologiques et les luttes politiques (Giblin, 2001 ; Gautier, Tor, 2012 ; Basset, Gautier, 2014). Ce qui rend nécessaire de se concentrer sur les divers acteurs du secteur minier et les intérêts qu'ils défendent (théorie des parties prenantes), ainsi que sur les discours établissant le mode de compréhension des problèmes concernés. Un des enjeux majeurs de la *political ecology* étant de comprendre également les causes des conflits liés aux ressources naturelles et à l'environnement (Brosius, 1999), cette approche implique d'analyser comment les atteintes contre l'environnement et les mesures tendant à le sauvegarder comportent des modes de répartition controversée des coûts entre divers groupes sociaux (Tor *et al.*, 2012, p. 4) et articulent des enjeux de justice sociale (Forsyth, 2008). La *political ecology* fournit donc une base théorique pour comprendre la manière particulière dont le Cameroun organise politiquement son fonctionnement économique et écologique, le tout dans une ambition d'examen de la dynamique des rapports entre les sociétés et leur environnement, une perspective socio-écologique de cette relation (Bassett, Peimer, 2015). La question des impacts sociaux a toute son importance dans cette école. Elle souligne avec constance la persistance des inégalités dans la distribution des bénéfices et inconvénients liés aux changements environnementaux. Quels sont donc les déterminants des controverses liées à l'extractivisme minier dans la Région de l'Est-Cameroun et la perspective de développement paisible des communautés riveraines ? La réflexion part du postulat que la gouvernance du secteur minier camerounais exacerbe les controverses sociales et environnementales dans la Région de l'Est.

Matériels et méthodes

Cadre spatial d'analyse

- 4 La Région de l'Est (figure 1), avec 109 002 km², est la plus vaste du Cameroun. Elle couvre presque 1/3 du territoire national. C'est également la Région avec la plus faible densité démographique, en moyenne 7,4 habitants/km² (FEICOM, 2013). C'est donc un vaste territoire vide de population, même si les caractéristiques de la répartition de cette dernière présentent globalement des points de concentration et de vastes espaces vides. Ceci laisse parfois l'impression que les activités minières peuvent s'y déployer sans nécessairement susciter des controverses socio-environnementales. Mais, tout dépend de l'inscription spatiale des activités extractives et du rapport des

communautés locales à l'espace : domaine agricole mais aussi domaine de chasse, de cueillette, de ramassage, de pêche, etc.

Figure 1. Localisation et carte administrative de l'Est.

- 5 La caractérisation géologique de la Région de l'Est a fait l'objet de nombreuses recherches dans le cadre des travaux consacrés à l'évolution géologique du continent africain en général et du Cameroun en particulier (Olivry, 1986 ; Nzabakurikiza *et al.*, 2012 ; Lafranchi, Schwartz, 1990 ; Segalen, 1967 ; Gartlan, 1989). La conception ancienne d'un vaste bouclier pérenne pendant toute l'histoire des temps précambriens a été remplacée par celle de cratons multiples séparés par des ceintures orogéniques plissées qualifiées de ceintures mobiles (Giresse, 1969). La structure géologique repose sur des roches métamorphiques telles les schistes, les gneiss, les orthogneiss, des granites et des migmatites, riches en kaolinite, goethite, gibbsite, quartz, etc. (IRGM, 2008).
- 6 Les inventaires miniers entamés avec la colonisation allemande se sont intensifiés avec la tutelle française et l'accession à l'indépendance du Cameroun. Dès 1985, des travaux plus détaillés sont entrepris avec des levés aéromagnétiques et une opération d'inventaire minier réalisée avec le partenariat du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) français, le Bureau de Recherche Géologique (BRG) allemand et Alcan canadien. Ils ont permis de mettre en évidence plusieurs anomalies géochimiques, des indices et des gisements miniers sur 40 % du territoire national, dont la plupart dans la région de l'Est (tableau 1). La légende minière de la Région était née, amenant certains acteurs à la qualifier de « scandale minier ». Mais l'Est-Cameroun est également le domaine du plus grand bassin de forêt équatoriale du Cameroun avec une riche biodiversité.

Tableau 1. Gisements miniers prouvés dans la Région de l'Est-Cameroun.

Nature du minerai	Région	Estimation des réserves (tonnes)	Path/Row
cobalt, nickel et manganèse	Est	54 000 000 t	
fer	Est	2,5 milliards t	186/58
or	Est	5 t	184/56
or	Est	2 t	183/57
or, bismuth, plomb molybdène, wolfram diamant	Est	20 t d'or	184/56
diamant	Est	700 000 000 carats	
diamants industriels, diamants gemmes	Est	10 000 carats	183/58
cobalt	Est	55 000 000 t	
nickel		61 000 000 t	185/58
manganèse		17 000 000 t	

Sources : MINEPAT-DSCE, 2009 ; Mensuel Investir au Cameroun n° 7, 20, 23, 26, 48 et enquêtes de terrain, 2015, 2016, 2017, 2018

- 7 Sur une trentaine de gisements miniers prouvés au Cameroun, la Région de l'Est abrite le tiers. Les différentes opérations d'exploration ont révélé une diversité de ressources minérales et des gisements parfois, parmi les plus importants du monde (gisements diamant le Mobilong et de fer de Mbalam-Nabebe).
- 8 Aux yeux de tous, c'est la Région du Cameroun la mieux pourvue en ressources naturelles. Le rapport entre vaste superficie, abondance des ressources naturelles et déficit démographique pousse de nombreux acteurs à s'intéresser à la Région de l'Est et à exploiter souvent clandestinement les ressources naturelles (notamment minières et forestières) qui s'y trouvent. Bien entendu, il faut envisager des complicités locales avec des soupçons de corruption qui pèsent sur les autorités centrales et locales. Dès lors l'exploitation des ressources naturelles s'intensifie au gré des acteurs toujours plus nombreux à s'y intéresser et des politiques parfois incitatrices² du gouvernement. Les populations locales, de plus en plus en concurrence sur « leurs ressources », apparaissent inquiètes du visage et des modalités de cette évolution s'organisent, contestent, revendiquent. Globalement, leurs récriminations portent en accusation la gouvernance.

État de l'art et positionnement de l'analyse

- 9 La littérature disponible sur l'exploitation minière au Cameroun révèle des documents particulièrement importants. Le Document de Stratégie pour Croissance et l'Emploi (DSCE) (MINEPAT, 2009b) et la Vision 2035 (MINEPAT, 2009a) sont deux documents de vision politique. Le premier centré sur la période 2010-2020 est remplacé depuis le 1^{er} janvier 2021 par la Stratégie Nationale de Développement (SND) qui reprend l'essentiel des projections dans le secteur minier. Ces documents permettent donc de cerner l'idéologie du gouvernement camerounais en matière de développement du secteur minier. Le rôle prépondérant du Ministère des mines est clairement annoncé dans années à venir pour traduire l'option prise par le gouvernement de l'exploitation industrielle des gisements miniers prouvés. Il est question de faire du Cameroun l'un des plus importants pays miniers d'Afrique à travers la production, la transformation et la commercialisation de ses ressources minières pour le développement socioéconomique du pays.

- 10 Ebang Mve (2015) permet d'avoir une vue synoptique de cette réorientation et de l'évolution réglementaire qu'elle a induite afin de saisir les ressorts politiques de l'extractivisme minier au sens où Lickert (2013) les appréhende. Les rapports de conciliation de l'Initiative de Transparence pour les Industries Extractives (ITIE-Cameroun, 2016) établissent les statistiques de contribution financière de l'exploitation minière au développement local et national. Ils permettent aussi de prendre le pouls de la gouvernance du secteur minier au Cameroun.
- 11 À côté, les rapports des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et de la société civile comme Réseau de Lutte contre la Faim (Relufa), Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), Forêt et développement rural (Foder) (Nguiepjouo, Manyacka, 2008 ; Nguifo, 2011 ; Nodem *et al.*, 2012 ; Nguifo, Bamenjo, 2014 ; Friedrich Ebert Stiftung, 2015) relaient, dans une posture partisane, les plaintes des communautés riveraines des sites miniers et présentent l'exploitation minière au prisme de ses manquements sociaux et environnementaux.
- 12 Thomas (2013) vulgarise le concept d'extractivisme minier pour traduire la surexploitation des ressources minérales dans le monde et les enjeux géostratégiques qui sous-tendent cette tendance. Quant à lui, Magrin (2013) revisite les trajectoires de développement des économies rentières en Afrique et critique la « théorie » de la malédiction des ressources qui altère la mauvaise gestion politique des ressources naturelles et est un véritable facteur d'ancrage des contestations locales. L'extractivisme est donc avant tout, notamment dans le contexte camerounais, un choix politique plus ou moins assumé par les dirigeants en place, qui systématiquement le justifient (comme c'est d'ailleurs le cas presque partout en Afrique) par les enjeux de développement socioéconomique du pays. Il s'agit donc pour le Cameroun d'un enjeu politique global qui prend diverses déclinaisons, allant des incitations réglementaires à l'intensification de l'exploitation en passant par l'affinement de l'inventaire minier et la publicité autour de celui-ci.
- 13 L'analyse des déterminants de l'extractivisme minier et des impacts qui en résultent est alors à envisager prioritairement sur le plan de la gouvernance et des politiques qui la structurent. À l'aune des tensions sociales et environnementales que le développement des activités minières agrège, comment ne pas questionner les choix politiques du Cameroun pour examiner la prise en compte des enjeux environnementaux et de développement local dans le sillage de l'exploitation minière. Le visage désastreux de ses impacts socio-environnementaux trahit à suffisance les mobiles des controverses locales relevées. Les politiques globales et la gouvernance sont amenées à être interrogées au sens où Thomas (2013) indique qu'on a l'impression que les ressources se retournent contre les territoires qui les possèdent.

Les travaux de terrain

- 14 La recherche sur un sujet aussi sensible, en Afrique en général et au Cameroun en particulier, que les ressources minières n'est pas sans conséquence sur la manière dont on mène les études empiriques. Dans notre cas, cela a exigé d'interroger à la fois les défenseurs de la politique minière actuelle du Cameroun (gouvernement, exploitants miniers, les partenaires au développement dont la Banque Mondiale notamment) et les acteurs qui la critiquent (ONG, communautés riveraines). Choisir d'enquêter sur un seul

camp ne nous aurait pas permis de comprendre leurs interactions quotidiennes ou encore leurs possibles collisions (Lickert, 2013).

- 15 Tout en accordant une place de choix à l'exploitation des résultats des travaux antérieurs, il est opéré le choix de s'appuyer sur l'expérience de terrain qui participe de la prise en compte des réalités et des acteurs de terrain. De même, l'appréciation directe des activités minières donne à examiner convenablement les controverses socio-environnementales qui en résultent et le positionnement de certains acteurs.
- 16 Il a donc été essentiellement procédé à des enquêtes socioéconomiques sous la forme de focus group et des entretiens semi-directifs ciblés avec les principales parties prenantes de l'exploitation minière.
- 17 Les focus group, 4 au total, ont été organisés avec les populations riveraines des chantiers miniers d'exploitation semi-mécanisée des villages *Mali*, *Ndokayo*, *Kambélé* et *Mboy II*. Ils ont impliqué la participation d'une centaine de personnes au total (tableau 2).

Tableau 2. Participation aux focus group organisés dans quatre localités dans l'Est-Cameroun.

	LOCALITÉS				TOTAL
	Mali	Ndokayo	Kambélé	Mboy II	
Nombre de participants	23	29	36	21	109

- 18 Ces échanges ont permis de recueillir les points de vue des communautés quant à l'essor des activités minières sur leurs territoires et les impacts socio-environnementaux liés.
- 19 Les entretiens semi-directifs quant à eux ont ciblé un large panel d'acteurs (tableau 3). Ces derniers ont été sollicités en fonction de leur rôle dans le processus d'exploitation minière (autorités administratives, sectorielles, municipales et exploitants miniers) ou de leurs activités sur le terrain (ONG et associations). Une fiche de questions avait également été envoyée par mail à la représentation nationale de la Banque Mondiale à Yaoundé. Des réponses ont été apportées quant à l'implication de l'institution financière dans le secteur minier camerounais. Les échanges ont variablement abordé les questions liées à la gouvernance, de RSE, de gestion de la rente minière, etc.

Tableau 3. Récapitulatif des entretiens semi-directifs conduits sur le terrain.

Statut de l'enquête	Nombre	Lieu de l'entretien
Cadre ministère des mines	4	Yaoundé, Bertoua et Batouri
Autorité administrative	2	Bertoua et Bétaré-Oya
Autorité municipale	3	Bétaré-Oya, Gari Gombo et Yokadouma
Cadre compagnie minière	2	Bétaré-Oya et Kambélé
Membre ONG et association de défense des droits des communautés	4	Yaoundé et Yokadouma, Batouri
TOTAL	15	

- 20 Les entretiens avec les responsables de la Délégation régionale des mines ont permis d'accéder aux archives du service régional du cadastre minier et de recenser l'ensemble des titres miniers accordés dans la région jusqu'en 2015. Ces titres concernent principalement l'exploitation minière artisanale semi-mécanisée et l'exploitation industrielle de la petite mine.

- 21 Les enquêtes ont eu lieu entre 1^{er} août 2014 et le 31 octobre 2015 dans le cadre de l'étude *MINFORCAM*³. Une seconde phase s'est déroulée entre février 2017 et juin 2018 dans le cadre des travaux de thèse. Les principaux chantiers miniers de la Région ont été visités : *Bétaré-Oya, Mobilong, Kambélé, Gari Gombo, Colomines, Kika*, etc. Ces visites se sont doublées de prises photographiques et de levés GPS.

Traitement des données

- 22 Certaines données d'enquêtes ont fait l'objet de traitements statistiques grâce au logiciel *Microsoft Excel 2013*. Les levés GPS et les archives du service régional du cadastre minier (coordonnées géographiques des différents titres miniers) ont donné lieu à des traitements cartographiques à partir du logiciel *ArcGIS 10.2*.

Résultats

Le visage de l'extractivisme minier dans l'Est-Cameroun

- 23 L'on ne peut objectivement examiner les ferments de l'intensification des activités minières dans l'Est-Cameroun sans tenir compte de la conjugaison de nombreux facteurs, avant de caractériser le visage réel de l'extractivisme sur le terrain. Il n'est pas question d'annoncer sans preuve cet extractivisme, mais d'en donner les éléments structurels qui le nourrissent. Dans un contexte où le potentiel minier est prouvé et suffisamment important, l'extractivisme minier est d'abord construit autour des élaborations politiques officielles, mais également des stratégies de différents acteurs pour tirer avantage de l'exploitation lucrative des ressources. Les déterminants de l'intensification des activités minières (ou de l'extractivisme) sont donc d'abord politiques avant d'être organisationnels pour révéler le visage de l'exploitation massive des mines dans la région de l'Est-Cameroun.

Les fondements politico-administratifs de l'extractivisme minier au Cameroun

- 24 Depuis la promulgation du code minier en 2001 et surtout de ses différents décrets d'application à l'horizon 2005, l'on assiste à une refonte profonde de la politique minière du Cameroun. Comme ci-dessus, il est question de faire du secteur minier l'un des piliers du développement économique du pays. Il faut envisager que ce redéploiement politique dans le secteur des ressources naturelles minérales n'est pas une projection ex-nihilo. L'élaboration du code minier et sa promulgation s'inscrivent bien dans le sillage des objectifs de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) atteinte par le Cameroun en 2006.
- 25 En effet, les crises économiques successives (de 1987 à 2005) qui ont frappé le Cameroun ont conduit à la faillite de l'État et à l'intervention des institutions de Breton Woods (Banque Mondiale et Fonds Monétaire International) dans la conduite des politiques socioéconomiques du pays. Les Plans d'Ajustement Structurel (PAS) qui s'en sont suivis ont globalement démembré l'intervention de l'État dans de nombreux secteurs socioéconomiques. L'atteinte de l'initiative PPTE a donc donné, avec l'allègement de la dette extérieure, un léger répit aux caisses de l'État. Elle a surtout permis la reprise en main des politiques de développement par l'État, même si cela semblait aller quelque

peu à contrecourant de la prescription de la BM et du FMI qui préconisait alors le désengagement de l'État comme acteur économique direct et la politique de privatisation.

- 26 Mais dans le secteur des mines, le code minier de 2001 est dans le fond une incitation des deux institutions financières (BM et FMI) afin de mettre en valeur et au service du développement du pays les grandes potentialités minéralogiques du Cameroun, à condition que le secteur soit libéralisé et donc que l'exploitation minière se fasse par l'entremise des compagnies privées sous le contrôle de l'État. Il faut néanmoins voir cette libéralisation du secteur minier en demi-teinte. En réalité, le Cameroun a choisi de déléguer la mise en valeur de ses ressources minières à des compagnies privées tout en prenant le soin de réguler et d'hyper-centraliser la gouvernance du secteur. Il fallait garder la mainmise sur la gestion des ressources stratégiques pour le développement du pays. Mais dans tous les cas, il fallait prévoir avec cette libéralisation, même en demi-teinte, la ruée des compagnies minières étrangères sur les ressources minières, relativement encore intactes du pays, le Cameroun ne disposant pas jusque-là d'une industrie minière capable d'assurer une exploitation endogène des mines.
- 27 Depuis sa promulgation en 2001, le code minier a déjà fait l'objet de deux amendements en 2010 et 2016. Ces amendements en disent long sur la volonté du gouvernement de rendre le marché camerounais attractif pour des Investissements Directs Étrangers (IDE) dans le secteur des mines. Dans la version en vigueur (loi n° 2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code minier du Cameroun), des réductions des taxes sont mises en place en faveur des investisseurs miniers (articles 94, 95, 96).

Article 95. Les titulaires de permis de recherche bénéficient de :

- *l'exonération des droits d'enregistrement relatifs aux opérations minières, à l'exception de ceux afférents aux baux et locations à usage d'habitation*
- *l'exonération des impôts suivants :*
  - *Impôt sur les sociétés (IS)*
  - *Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (BIC)*
  - *Taxe proportionnelle sur les revenus des capitaux mobiliers (TPRCM)*
  - *Taxe spéciale sur les rémunérations versées à l'étranger*
  - *Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)*

- 28 Depuis la libéralisation du secteur minier camerounais en 2005, l'on assiste à une ruée des petites compagnies dans la Région de l'Est. Les nombreuses exonérations fiscales susmentionnées ont certainement accentué cette évolution en aimantant la destination de petites compagnies minières asiatiques chassées des pays comme le Ghana et le Liberia au cours de la même période. Mais cela est loin d'être le seul motif du caractère massif de l'exploitation minière dans la région de l'Est ces treize dernières années. En fait, les exonérations fiscales se sont doublées de décisions peu opportunes des autorités dans un contexte de gouvernance marqué par des dénonciations permanentes de corruption et des réseaux d'influence de hautes personnalités du pays pour intensifier une exploitation minière informelle dans la région de l'Est (Représentant ONG Relufa, 7 janvier 2018 et Président de l'association *Trop c'est Trop !*, 11 janvier 2018).
- 29 Au titre de ces décisions inopportunes des autorités et sources de l'essor de l'extractivisme minier dans l'Est-Cameroun, figure au premier plan, l'« opération sauvetage de l'or » lancée en 2007 par le ministère des mines en prévision de la mise en

eau du barrage hydroélectrique de Lom-Pangar. Il s'agit d'un barrage de retenue, le plus grand construit au Cameroun, dans la Région de l'Est. Sur la base des conclusions de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) réalisée avant sa construction (Oréade-Brèche, 2012), il est indiqué qu'une grande zone constituée de terres riches en or dans les communes de Belabo et Bétaré-Oya, en amont du barrage, devait être submergée par les eaux du lac de retenue après la mise en eau du barrage. Le ministère des mines avait donc jugé bon de lancer l'« opération sauvetage de l'or » afin d'exploiter ce minerai avant la mise en service du barrage. Mais ce qui pouvait être perçu au départ comme une décision pertinente a donné lieu à l'un des plus grands fronts extractivistes connu dans la Région de l'Est. Par des jeux de pouvoir et des logiques de corruption, de nombreux permis d'exploitation artisanale semi-mécanisée ont été attribués à de petites compagnies prétendument asiatiques, bien au-delà de la zone de submersion annoncée du lac de retenue du barrage de Lom-Pangar, donnant lieu à un capharnaüm des activités minières dans la région. Entre 2007 et 2011 plus de soixante-dix autorisations d'exploitation artisanale semi-mécanisée ont été délivrées par les autorités dans la zone de Bétaré-Oya, contre près de 213 dans toute la région de l'Est (Cadre à la délégation régionale du ministère des mines, juillet 2015).

- 30 En effet, la plupart des petites compagnies minières étaient soit des joint-ventures entre Asiatiques et Camerounais, soit entièrement détenues par des Camerounais avec des apparences légales de joint-ventures, l'artisanat minier étant réservé aux seules personnes physiques de nationalité camerounaise (article 22 alinéa 1 du code minier).

« Ce sont des sociétés-écrans qui appartiennent en réalité aux hautes autorités de ce pays qui sous-traitent le pillage de nos ressources minières à des Chinois [...] », assènera un responsable de l'ex-Cadre d'Appui à l'Artisanat Minier (CAPAM) (entretien, 6 juin 2018).

- 31 En réalité l'essor de l'extractivisme minier dans la région de l'Est traîne plus les ressorts de dérives administratives sur fond de corruption et moins une volonté politique affirmée de mettre les ressources minières au service du développement local et du pays. C'est donc un secteur minier pris en otage par des réseaux informels et de corruption, le plus souvent animés par des hautes autorités du pays et dont les retombées lucratives des activités ne bénéficient ni à l'État, ni aux communes, encore moins aux communautés riveraines alors que, sur le terrain, l'exploitation minière s'intensifie.

L'artisanat minier massif et informel comme visage caractéristique de l'extractivisme dans la Région de l'Est-Cameroun

- 32 Cela s'apparente de plus en plus à une identité territoriale, la région de l'Est devient au fil des années un vaste chantier d'exploitation minière à ciel ouvert. Le cliché est loin d'être exagéré si l'on s'en tient à la progression et à l'inscription spatiale des activités minières. Il s'agit principalement⁴ des activités artisanales, artisanales semi-mécanisées et de la petite mine (figure 2) qui se consacrent à l'exploitation de l'or et de diamants alluvionnaires. Le début de l'exploitation industrielle a rapidement été stoppé dans la région en 2015 avec l'arrêt des activités de la compagnie C&K Mining sur le gisement de diamant de Mobilong pour besoin de réévaluation du potentiel réel de ce gisement.

Figure 2. Proportion par type d'exploitation minière dans l'Est-Cameroun.

Source : archives du service régional de l'Est du cadastre minier

- 33 On peut être amené à questionner cette répartition entre les types d'exploitation minière dans la Région de l'Est si l'on ne tient pas compte, dans le contexte camerounais, des modalités administratives qui y donnent accès. Ces modalités tiennent à la fois de la fiscalité, de l'autorité légalement habilitée à accorder tel ou tel titre minier, et surtout du contrôle des activités minières sur le terrain. Et c'est sur ces trois piliers qu'il faut examiner les disproportions entre les différents types d'exploitation minière.
- 34 Pour ce qui est des exigences fiscales et donc financières donnant droit à l'exploitation minière, il faut relever que celles-ci sont substantiellement croissantes de l'exploitation artisanale vers l'industrielle. On peut ainsi envisager que la plupart des opérateurs, pour l'essentiel des artisans et des petites compagnies, se cantonnent à l'exploitation artisanale ou artisanale semi-mécanisée moins onéreuses en termes de fiscalité.
- 35 Aussi, la compétence de la délivrance des titres miniers est partagée par différentes autorités. L'autorisation d'exploitation artisanale est délivrée par le Délégué Régional des mines, l'autorisation d'exploitation semi-mécanisée et le permis d'exploitation de la petite mine le sont par le Ministre en charge des mines tandis que le permis d'exploitation industrielle est délivré par le Président de la République. Il faut également ajouter aux prérogatives du Ministre en charge des mines la délivrance du permis de recherche des mines. Étant donné les réseaux informels et de corruption qui contrôlent le secteur minier dans la région de l'Est, il est évident que l'autorité compétente pour la délivrance de telle ou telle catégorie de titre minier est une donnée à prendre en compte pour comprendre la dissémination des différents types d'exploitation minière sur le terrain. Mais cela ne suffit pas toujours à conclure sur le sujet.

« La question est surtout celle du contrôle des activités minières sur le terrain. C'est à ce niveau qu'il faut comprendre leur prolifération incontrôlée. Celle-ci tient en réalité de l'activité des réseaux d'influence des hautes personnalités qui parrainent les activités des petites compagnies minières et qui n'hésitent pas à menacer les agents de contrôle de l'administration de mines et de l'environnement de sanctions

sur leurs carrières » (Cadre ONG Relufa, 11 mars 2017 et Agent du ministère des mines, juin 2018).

36 Un responsable d'une antenne CAPAM est plus précis :

Je ne peux pas vous dire avec exactitude le nombre d'entreprises minières qui exercent à Bétaré-Oya. Vous voyez, les gens arrivent le matin, ils partent voir les autorités administratives, basta, le tour est joué... D'autres, lorsque vous voulez avoir d'amples explications sur leurs activités, et ceci dans le cadre légal de mes compétences, ils vous font savoir qu'ils traitent avec telle ou telle haute autorité de Yaoundé ou de Bertoua..., alors vous comprenez que vous ne pouvez rien. On est impuissant. C'est ça la réalité de notre boulot, au-delà de ce que les gens racontent partout [...] (Cadre de l'ex-CAPAM, 12 janvier 2018).

37 Les mêmes récriminations sont recueillies auprès des responsables d'autres antennes de la Région : Kambélé, Colomines, Gari-Gombo, Kika, Nyabonda, Ngoura, Mali.

38 Sur le terrain justement et sur la base des projections cartographiques des différentes données collectées, l'on observe un émiettement territorial lié à l'accroissement des activités minières dans la région. Pour ce qui relève de l'exploitation minière artisanale, l'addition des données collectées sur le terrain en 2018 et des résultats des enquêtes menées par le World Wildlife Fund (WWF) en 2017 a permis de dénombrer 117 chantiers actifs (figure 3).

Figure 3. Inscription spatiale de l'exploitation minière artisanale dans l'Est-Cameroun.

Source : données de terrain et WWF (2017)

39 Ce chiffre est loin d'être exhaustif, considérant le caractère éphémère voire labile des activités d'exploitation minière artisanale. La carte de ces activités est perpétuellement renouvelée au gré de l'itinérance des artisans selon que tel site ou chantier est abandonné au bénéfice de l'autre. Le rêve de la manne aurifère ou diamantifère pousse les populations de la plupart des localités de la région de l'Est comme beaucoup d'autres venant d'horizon divers à se lancer dans l'artisanat minier informel.

- 40 L'exploitation minière artisanale semi-mécanisée quant à elle n'est pas moins importante dans la région. Elle a la caractéristique d'être peu dissimulable dans l'espace contrairement à l'exploitation artisanale stricte, dans la mesure où elle mobilise la mécanisation et implique une inscription spatiale plus importante. En addition aux activités d'exploitation de la petite mine, il s'agit là du visage caractéristique de l'extractivisme dans la région de l'Est. La projection cartographique, sur la base des données officielles obtenues au service régional du cadastre minier, permet de révéler l'emprise foncière considérable de l'exploitation minière artisanale semi-mécanisée dans la région de l'Est (figure 4).

Figure 4. Emprise foncière de l'exploitation minière artisanale semi-mécanisée dans la région de l'Est-Cameroun en 2018.

Source : service du cadastre minier de la Délégation régionale de l'Est du ministère des mines

- 41 Sur la base des données de la délégation régionale des mines, 72 autorisations d'exploitation artisanale semi-mécanisée ont été accordées en 2018, couvrant une superficie cumulée de 38 437 km², soit près du tiers de la superficie totale de la Région. Ces autorisations sont référencées comme appartenant à 37 compagnies minières. Mais les enquêtes de terrain conduites au cours de la même année ont permis de dénombrer 133 chantiers miniers et de recenser 98 compagnies. Cette disproportion des données traduit un taux d'informalité d'environ 62,24 %, révélant une emprise spatiale plus importante que celle officiellement annoncée de cette catégorie d'activités minières dans la région de l'Est. Les acteurs de ces activités informelles seraient principalement l'élite politique, économique, traditionnelle locale et nationale (Cadre de la Délégation régionale du Ministère des mines, 2 juin 2018).
- 42 En réalité donc, les statistiques officielles biaisent l'ampleur beaucoup plus importante de l'exploitation minière semi-mécanisée dans la région de l'Est, avec le risque tout

aussi important d'en minimiser les impacts. Pourtant, ce sont bien, en grande partie, les nocivités liées aux impacts environnementaux des activités minières semi-mécanisées et de la petite mine qui alimentent les controverses et conflits observés dans le sillage des activités minières dans l'Est-Cameroun.

Les déterminants des controverses et conflits autour de l'extractivisme minier dans l'Est-Cameroun

- 43 Dans un contexte marqué par une forte emprise des réseaux informels construits autour des logiques de corruption, il fallait bien s'attendre à ce que l'exploitation minière alimente des controverses et conflits dans la région de l'Est. Les manquements aux prescriptions réglementaires contenues dans le code minier et aux conventions minières sur le social, l'environnement, la fiscalité, les sanctions administratives des infractions et manquements divers, fixent l'horizon de tensions entre les différentes parties prenantes à l'exploitation minière. Trois focales permettent de saisir correctement ces controverses partant des divergences de points de vue sur l'extractivisme aux enjeux de développement local, en passant par les tensions sur les externalités nocives et les problèmes de l'exploitation minière.

Le regard divergent des parties prenantes sur l'extractivisme : la gouvernance en question

- 44 Le paysage extractif des mines au Cameroun en général et dans la région de l'Est en particulier révèle l'implication de différents acteurs (figure 5) aux intérêts le plus souvent divergents et dont les logiques d'action rendent complexe l'examen des modalités de gouvernance de ce secteur.

Figure 5. Parties prenantes de l'exploitation minière dans la Région de l'Est.

45 Cette mosaïque conduit à envisager une catégorisation suivant l'axe formel ou informel ou alors en considérant les déterminants permettant de distinguer acteurs directs et acteurs indirects. Mais au-delà et sur la base des enquêtes de terrain, c'est bien sur les fondements et la finalité de l'extractivisme que les parties prenantes révèlent le visage d'une gouvernance marquée par les défis de gestion des impacts socio-environnementaux de l'exploitation minière.

46 Les autorités sectorielles et administratives tendent à justifier l'intensification de l'exploitation minière dans la région de l'Est comme un indicateur de matérialisation d'une politique globale qui fait du secteur minier l'un des piliers de développement du Cameroun.

« Cela est marqué en noir et blanc dans le DSCE, la vision 2035 et repris dans la Stratégie Nationale de Développement : le secteur minier va désormais impulser l'émergence socioéconomique du Cameroun. D'ailleurs ce que vous voyez sur le terrain-là n'est pas encore la véritable exploitation minière. Vous verrez quand l'exploitation industrielle rentrera en activité dans quelque temps » (Cadre de la Direction des mines et de la géologie au Ministère des mines, 23 mai 2018).

47 Dans le fond, la stratégie consiste à attirer et à sécuriser des IDE même si l'évocation des dommages sur l'environnement et l'absence de retombées pour les populations locales conduisent à des articulations quelque peu alambiquées.

« Vous savez, on ne peut pas faire d'omelettes sans casser des œufs. Les questions sociales sont très complexes dans le cadre de l'exploitation minière, les populations veulent toujours plus que ce qu'elles sont censées recevoir légalement. Quant aux questions environnementales, nous venons de lancer dans la zone de Bétaré-Oya, dans la Région de l'Est, un projet pilote de réhabilitation des sites miniers abandonnés, preuve que ces questions nous tiennent à cœur » (Responsable de la Direction des mines et de la géologie, *op. cit.*).

- 48 Si l'on peut apprécier le début des efforts de l'administration des mines pour apporter des solutions aux nocivités environnementales de l'exploitation minière, il reste que la formule déployée trahit une fois de plus les dysfonctionnements d'une gouvernance sectorielle systématiquement en marge de la réglementation en vigueur, même quand elle veut bien faire. En effet, au sens de l'article 132 (1) du code minier, la restauration, la réhabilitation et la fermeture des sites miniers et de carrières incombent à chaque opérateur. Comment comprendre que l'administration sous-traite la restauration des sites miniers abandonnés alors qu'elle aurait dû simplement assurer le contrôle du respect de la réglementation, rappeler à l'ordre les contrevenants ou encore prendre des sanctions ? Cela en dit long sur les logiques de corruption et les rapports « incestueux » qui justifient la proximité entre l'administration des mines et les opérateurs miniers (Responsable ONG Relufa, 11 mars, 2017).
- 49 Sur un tout autre plan, le positionnement des acteurs indirects, mais puissants, de la politique minière du Cameroun, à l'instar de la Banque Mondiale, permet de cerner les mobiles de l'extractivisme minier dans la région de l'Est.
- « Le Cameroun doit mettre en valeur ses ressources naturelles minérales pour booster les recettes de l'État et impulser son développement socioéconomique. L'enjeu pour le pays est de renforcer son économie et de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'intervention des institutions financières internationales. La Banque Mondiale l'y accompagne depuis quelques années à travers l'amélioration de sa carte géologique et minière afin de mettre à la disposition des investisseurs des données fiables susceptibles d'intéresser les plus grands opérateurs mondiaux dans le secteur des mines. Il y va de l'amélioration de la gouvernance dans le secteur minier » (Responsable à la représentation nationale de la Banque Mondiale, 27 juin 2018).
- 50 Quand on connaît l'influence de la Banque Mondiale sur les politiques économiques du Cameroun, l'on comprend plus facilement les ressorts lointains du vent de capitalisme libéral et d'économie productiviste qui traverse le secteur minier camerounais.
- 51 Pour les opérateurs miniers,
- « ... il n'est pas question de se substituer à l'État auprès des communautés riveraines. Nous remplissons, en amont, toutes les exigences légales, y compris financières, qui nous permettent d'exploiter les mines sur le terrain. Pour le reste, il faut s'adresser aux bonnes personnes » (Responsable au département de la communication, compagnie AK Mining, 02 février 2018).
- 52 Quant à la prise en charge des impacts environnementaux et la restauration des sites miniers, c'est le silence général de la part des opérateurs miniers. Cette situation traduit soit une méconnaissance du cadre réglementaire par ces derniers – ce qui aurait justifié les sanctions de l'administration des mines ou de l'environnement –, soit plutôt,
- « et c'est le plus évident, une sorte de suffisance de ces opérateurs quant à la couverture dont leurs activités bénéficient dans les plus hautes sphères de l'État » (Responsable de l'ex-CAPAM, 2 avril 2017).
- 53 Reste que les manquements sociaux et les impacts environnementaux de l'exploitation minière sont brandis par les responsables d'ONG, d'associations locales et les populations riveraines pour remettre en cause la gouvernance du secteur minier. Les enjeux de développement durable sont évoqués pour les communautés. Ce militantisme socio-environnemental qui épouse les logiques de la *political ecology*, sur les tensions environnement-développement (Watts, 2000, 2002 ; Peet, Watts, 2004 ; Gautier, Tor,

2012), traverse de plus en plus le secteur minier dans la région de l'Est et participe d'une pression permanente sur les opérateurs miniers et l'administration.

« Cela sert à quoi de piller les ressources sur nos terres sans que cela ne nous apporte quelque chose, en laissant en plus un désastre terrible sur nos cours d'eau, nos forêts et que sais-je encore ? » (Membre de l'Association *Trop c'est Trop* !, 11 juin 2018).

- 54 Au sens où les exigences de bonne gouvernance recouvrent l'ensemble des mesures, des règles, des organes de décision, d'information et de surveillance qui permettent d'assurer le bon fonctionnement et le contrôle d'un État, d'une institution ou d'une organisation, les exigences de transparence, de participation et de démocratie locale, d'équité, de droits de l'homme, etc. sont plus que jamais au centre des préoccupations dans le secteur minier camerounais. La question agrège des considérations à la fois politiques, sociales, économiques, environnementales et articulent les tensions qui persistent suivant le positionnement des différentes parties prenantes à l'exploitation minière. Le champ de la gouvernance est ainsi investi pour examiner le rôle et la place de chaque partie prenante dans un contexte où les ressources minières se trouvent plus que jamais au cœur des enjeux de développement durable et de justice sociale.
- 55 Depuis plus d'une décennie, l'administration en charge des mines met en avant la lutte contre les réseaux informels dans la région de l'Est avec des saisies de cargaisons illicites de minerais, des arrestations de trafiquants, les campagnes de sensibilisation des populations, etc. Reste que les chiffres officiels traduisent une réalité moins reluisante : le secteur minier camerounais contribue très peu au développement local et du pays ; il représente moins d'1 % du Produit Intérieur Brut (ITIE-Cameroun, 2019), ce qui en dit long sur les défis qui interpellent le secteur. L'échec actuel de la gouvernance du secteur minier dans l'Est-Cameroun tient surtout à l'absence d'harmonisation des positions de différentes parties, notamment sur les questions de corruption, de respect de la réglementation sur l'environnement, la répartition de la rente minière, les contenus locaux des contrats miniers, etc.
- 56 La mise en débat de la gouvernance de l'exploitation minière et des incidences socio-environnementales que cette dernière induit a pourtant présidé à la refonte des pratiques et à l'émergence de l'exigence de transparence. Elle a abouti, en 2002, à la structuration du réseau « *Publiez ce que vous payez*⁵ » et, surtout, au lancement de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) (Visser, 2012). Le Cameroun a été admis comme pays conforme en 2013 même si les récriminations du secrétariat national ITIE sont régulières envers la gouvernance du secteur minier et du déroulement de l'exploitation minière sur le terrain (ITIE-Cameroun, 2019).
- 57 En effet, l'hypercentralisation de la gouvernance minière, à l'heure où le Cameroun affirme de plus en plus son cheminement vers la décentralisation de l'État, est un véritable problème. Il va sans dire que les contestations liées au sentiment de minorisation de certains acteurs (populations locales, communes) dans le processus extractif vont s'intensifier pour exiger la contribution des ressources locales au développement local. Cette démarche construit et véhicule les principes de la démocratie locale aux dépens d'une autorité immuable longtemps inscrite dans les lois et les schèmes opératoires de l'État. Moins qu'une question de représentation (ou de représentativité), cette participation à la gouvernance des acteurs locaux tient surtout compte du contenu de la participation et du contrôle du respect des consensus démocratiquement convenus. La question des impacts environnementaux de

l'exploitation minière s'inscrit en droite ligne de ces exigences de démocratie locale dans l'Est-Cameroun.

La contestation des nocivités environnementales : une remise en question de l'exploitation minière par les populations locales et les ONG

- 58 À la lecture du code minier camerounais, on est tout de suite frappé par la pertinence du texte et des dispositions en matière de protection de l'environnement, de prise en compte des intérêts et des retombées pour les populations locales (contenus locaux), mais aussi sur le contrôle des activités minières. Mais à l'épreuve des faits, le déphasage entre les bonnes dispositions de la loi et les pratiques de terrain alimente de plus en plus les controverses socio-environnementales.
- 59 Si l'exploitation minière artisanale stricte peut revendiquer des impacts très localisés dans l'espace, cela ne peut être le cas de l'exploitation artisanale semi-mécanisée et de la petite mine. Les nocivités environnementales des deux types d'exploitation alimentent les conflits entre les populations locales et les opérateurs miniers. L'exploitation intensive, et à ciel ouvert, de l'or et des diamants alluvionnaires défigure le réseau hydrographique et élimine totalement les forêts ripisylves (figure 6).

Figure 6. Une vue sur image Google Earth (2020) des impacts environnementaux de l'exploitation minière semi-mécanisée dans la localité de Kambélé dans l'Est-Cameroun.

- 60 Les lits des cours d'eau sont détournés ou reçoivent les eaux usées et parfois polluées aux métaux lourds par le procédé d'amalgamation de la poudre d'or au mercure pour en extraire le filon. Du fait de la non-réhabilitation des sites miniers abandonnés, l'exploitation minière laisse derrière elle un paysage apocalyptique marqué par l'alternance spatiale, dans les sites en activité et abandonnés, de profondes excavations (de 10 m à 15 m) et des monticules de terres (figure 7). Ces excavations se remplissent d'eau en saisons de pluies et constituent des pièges mortels pour le bétail et les

populations. Sur la base des enquêtes de terrain, entre 2014 et 2018, trois pertes en vie humaine par noyade et dix-sept de bétail ont été recensées dans la région de l'Est.

Figure 7. Externalités environnementales des activités minières dans la Région de l'Est.

- 61 Ce n'est pas tant l'exploitation minière elle-même que la gestion de ses conséquences environnementales qui exacerbe les tensions autour de l'extractivisme minier dans la région de l'Est. La restauration des sites miniers abandonnés et des équilibres écologiques des milieux constitue la ligne de front des contestations surtout lorsque celles-ci se doublent des revendications sur les retombées sociales de l'exploitation minière pour les populations locales. Dans un contexte où les réseaux informels et de corruption annihilent les actions de l'administration sur le respect de la réglementation sur les aspects environnementaux et la Responsabilité Sociale des Entreprises, de nouveaux acteurs apparaissent, prennent le relai des revendications et contestations des populations sur les impacts négatifs de l'exploitation minière.
- 62 Sur le terrain, on relève le rôle de plus en plus marqué des Organisations de la Société Civile (OSC) locales et nationales : Relufa, Foder, CED, *Trop c'est Trop!*, des ONG internationales et des institutions de coopération bilatérales : Union Européenne, Agence française de Développement, la coopération allemande (GIZ), etc. Leurs activités s'intéressent particulièrement au respect des droits des communautés impactées par l'exploitation minière, à la sensibilisation des populations, à la veille sur l'application des contenus locaux des contrats miniers, à la transparence dans le secteur minier, à la répartition juste et équitable de la rente minière, à la dénonciation des actes de corruption et, bien entendu, à la gestion des nocivités environnementales. Il s'agit là clairement de luttes pour le pouvoir en matière de gestion de l'environnement, une inscription locale de la *polical ecology*. Ces luttes se situent à la conjonction d'interactions environnement-société autour de trois principaux éléments : les intérêts

économiques, les changements écologiques et les luttes politiques. Elles traduisent une reconfiguration des rapports de force entre acteurs du secteur de l'environnement, révélant ainsi les intérêts qu'ils défendent ainsi que les discours qu'ils construisent autour des problèmes environnementaux et des enjeux de développement durable.

Le développement local, un questionnement permanent dans le sillage des activités minières dans l'Est-Cameroun : l'administration et les opérateurs miniers au banc des accusés

- 63 Le visage social des controverses, contestations et conflits autour de l'exploitation minière tourne autour de l'absence de retombées socioéconomiques et de développement local dans la région de l'Est-Cameroun. Le voisinage paradoxal de l'exploitation minière, lucrative, et des marqueurs de pauvreté qui caractérisent les populations et communautés riveraines résume la problématique extractiviste dans cette région. Au-delà des autres facettes de la gouvernance sus-évoquées, la question de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) alimente des controverses voire des divergences et des conflits entre l'administration, les opérateurs miniers et les populations locales quant à la perception de ce qu'est la RSE.

La Responsabilité Sociale des Entreprises minières en débat dans l'Est-Cameroun

- 64 Au-delà des débats de fond, la RSE suppose que des entreprises opérant leurs activités sur un territoire ont concomitamment des droits mais aussi des devoirs à l'égard des communautés locales. Les contrats miniers signés entre l'État et les compagnies minières exerçant dans la Région de l'Est consignent ces responsabilités dans ce qui est qualifié dans le code minier de contenu local. Ce dernier recouvre une large gamme de considérations à caractère social, économique, technologique construites autour de ce que l'exploitation minière devrait induire comme retombées locales. À ce sujet, l'article 44 (alinéas 1 et 2) du code minier stipule que la convention minière conclue avec le titulaire du permis comprend, entre autres, les éléments suivants :

- « les modalités de définition, de mise en œuvre, de contrôle et de suivi des projets et des programmes de développement sociaux destinés aux populations autochtones ou riveraines ;
- les dispositions relatives à la formation, l'emploi et la protection de la main-d'œuvre camerounaise, le recours à la sous-traitance des Petites et Moyennes Entreprises (PME) locales ;
- les projets sociaux destinés au développement des populations riveraines ou autochtones ;
- les obligations en matière de santé publique, de sécurité, d'hygiène, de sûreté des installations, de protection de l'environnement et du patrimoine culturel [...] ».

- 65 Dans le cadre des conventions minières signées entre l'État du Cameroun et GEOVIC⁶ pour l'exploitation des gisements de cobalt, nickel, manganèse et des substances connexes dans la localité de Nkamouna, l'État et C&K Mining pour l'exploitation du gisement de diamant de Mobilong, des engagements contractuels de RSE s'inscrivent

dans le cadre du développement et l'accompagnement local (article 8 alinéa 1 pour le contrat de C&K Mining et article 9 pour celui de GEOVIC).

« **Article 08(1).** Pendant la durée de la présente convention, C&K Mining Inc. s'engage à :

- Employer en priorité du personnel local afin de lui permettre d'accéder à tous les emplois en rapport avec ses qualifications professionnelles. À cet effet, C&K Mining Inc. mettra en œuvre et en concertation avec les instances compétentes de l'État un plan de formation et un système de promotion de ce personnel ;
- Respecter la législation et la réglementation du travail en vigueur, notamment en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail, de sécurité sociale et de pratique des heures supplémentaires ;
- Promouvoir au fur et à mesure, le remplacement du personnel expatrié qualifié par des personnels locaux ayant suivi les mêmes formations et acquis les mêmes expériences en cours d'emploi ;
- Ne pratiquer aucune discrimination de quelque nature que ce soit fondée sur la race, la nationalité, le genre ou le sexe [...]. »

« **Article 9.** GEOVIC s'engage à réaliser dans le cadre de son exploitation des infrastructures appropriées de logement, ainsi que des facilités à usage médical, scolaire, sportif et récréatif pour ses employés.

GEOVIC pourra, sur la demande de l'État, mettre à la disposition d'établissements voisins ou du public les installations de télécommunications, les lignes électriques, les adductions d'eau et les infrastructures médicales, scolaires, sportives et récréatives qu'elle a créées, à condition que l'utilisation de celles-ci ne lui cause aucun préjudice [...]. »

- 66 Les enquêtes menées dans deux villages riverains des sites d'activités de deux compagnies minières, à savoir le village Kongo (riverain du chantier de GEOVIC dans la commune de Lomié) et le village Mboy II (riverain du chantier de C&K Mining dans la commune de Yokadouma) ont révélé les chiffres suivants en ce qui concerne l'emploi de la main-d'œuvre locale et les salaires dans les deux compagnies (tableau 4).

Tableau 4. Emploi de la main-d'œuvre local par GEOVIC et C&K Mining.

Type d'emploi	Effectif dans la communauté		Salaire moyen	
	Mboy II	Kongo	GEOVIC	C&K Mining
Chauffeur	2	1	120 000	100 000
Gardien	2	3	60 000	60 000
Manœuvre	8	11	60 000	60 000
Cuisinier	2	0	80 000	80 000
Conducteur d'engin	4	6	120 000	120 000

Source : enquêtes de terrain, 2015

- 67 Globalement, cette main-d'œuvre représente 0,97 % du total de celle de C&K Mining contre 1,02 % pour GEOVIC. L'examen du type d'emploi permet de constater que le profil de manœuvre représente 44,44 % du personnel local dans la compagnie A&K Mining pour 52,38 % dans la compagnie GEOVIC. Cette situation ne résulte pas toujours d'une volonté des compagnies minières de se soustraire aux exigences de contenus locaux. Dans la région de l'Est en général, le faible niveau de qualification de la main-d'œuvre locale face à certains emplois dans l'industrie minière constitue un véritable handicap. Reste également que les dispositions contractuelles relatives à la formation de cette main-d'œuvre locale par les compagnies minières ne sont pas toujours respectées.

« Il s'agit pour les compagnies minières d'une disposition difficile à appliquer au vu du temps que dure la formation à certains métiers spécifiques dans l'industrie

minière et des coûts financiers que cela peut impliquer. Dans tous les cas, il s'agit d'un gouffre financier que les entreprises n'ont pas la garantie de recouvrer. En plus, on n'est pas toujours sûr que le personnel formé nous revienne étant donné la concurrence et les offres salariales alléchantes d'autres compagnies, même à l'étranger : dans tous les cas c'est compliqué » (Cadre de la compagnie Peace Mining, juin 2017).

- 68 Mais bien au-delà des questions relatives à l'emploi, et dans la commune de Bétaré-Oya, la concentration de l'exploitation minière dans les plaines alluviales des cours d'eau défigure les points de ravitaillement des populations en eau de consommation courante. Le visage désastreux de cette situation se rencontre presque partout dans la région, dans les villages riverains dans chantiers miniers : Nguégué, Ndokayo, Mali, Mboyo, kambélé, Kika, etc. (photo A). À Mali, les mouvements d'humeur de la communauté et les nombreuses plaintes de l'autorité traditionnelle ont conduit l'opérateur minier local à aménager un forage qui approvisionne plus d'un millier de personnes (photo B).

Figure 8. Points d'approvisionnement en eau de consommation au village Nguégué (A) et forage aménagé par un opérateur minier à Mali (B), commune de Bétaré-Oya.

- 69 Dans l'ensemble de la Région et sur la base des enquêtes de terrain, cinq forages ont été aménagés par les entreprises minières. En tenant compte du caractère massif des activités minières sur le terrain, cette situation traduit l'acuité de la question de l'accès à l'eau potable des communautés riveraines de l'exploitation minière. Elle donne d'ailleurs lieu régulièrement à des affrontements sanglants entre exploitants miniers et communautés riveraines, entraînant parfois des pertes en vie humaines comme ce fut le cas à Bétaré-Oya en février 2017 (Autorité administrative, 11 juin 2018 et cadre de l'ONG Relufa, 7 janvier 2018).
- 70 Dans la commune de Bétaré-Oya, des affrontements entre les ouvriers chinois et les populations du village Ndokayo en février 2016 ont chacun impliqué le décès d'un ouvrier chinois. Ce fut le même scénario dans le village Boyo en juillet 2017, toujours dans la commune de Bétaré-Oya. À l'inverse, en décembre 2017, les affrontements entre ouvriers chinois de la compagnie *Peace Mining* et les populations du village Nguégué ont entraîné la mort d'un villageois abattu à l'arme de poing par la directrice de la compagnie. Dans les trois cas de figure, les revendications portaient sur la dégradation des cours d'eau dans lesquels les populations locales s'approvisionnent en eaux, mais également sur des accaparements fonciers et des destructions des cultures par les activités des compagnies opérant localement. Dans ce contexte le réquisitoire des défenseurs des communautés est implacable :

« Les Chinois arrivent, sans avertir, creusent dans nos champs et même dans les champs en production. Lorsque nous nous plaignons, nos frères camerounais qui parlent à leur place disent qu'ils ont le droit de le faire parce qu'ils disposent des titres valides. Maintes fois nous nous sommes plaints auprès du sous-préfet sans suite. Ils arrivent, font semblant de constater les dommages et repartent avec les mêmes exploitants qui sont leurs amis parce qu'ils ont de l'argent. Nous sommes abandonnés par les autorités et contraints de subir. Il est difficile aujourd'hui de créer un champ sur nos propres terres (Cadre de l'association *Trop c'est Trop* », 21 janvier 2018).

- 71 En 2012, un mouvement d'humeur initié par les habitants des sept villages riverains au site d'exploitation de la compagnie C&K Mining à Mobilong avait affecté ses activités. Les populations revendiquaient, entre autres, la construction d'infrastructures sanitaires, d'écoles, l'embauche de la main-d'œuvre locale. Les négociations conduites par les autorités administrative et politique ont permis à chaque village de recevoir une somme de 1 000 000 FCFA déboursée par les responsables de la compagnie minière, ce qui en dit long sur les attermoissements des parties prenantes autour des contenus locaux inscrits dans les contrats miniers.
- 72 Dans l'ensemble, les conflits autour de l'exploitation minière dans l'Est-Cameroun ont une coloration socio-environnementale (figure 9). Ils opposent de façon systématique soit les riverains et les opérateurs miniers, soit de façon sous-jacente les autorités administratives et sectorielles aux riverains des sites miniers du fait des suspicions entourant les arbitrages des conflits entre opérateurs miniers et populations locales.

Figure 9. Facteurs des conflits autour l'exploitation minière dans l'Est-Cameroun.

- 73 Cette mosaïque de facteurs de conflits décrit un environnement extractif non paisible où les rapports entre les acteurs sont régis par différentes facettes de violence. Mais à y voir de près, qu'il s'agisse des exigences liées à l'emploi, aux équipements socio-collectifs, à la dégradation de l'environnement ou encore aux accaparements fonciers, on aurait pu s'attendre à ce que l'arbitrage des autorités compétentes rappelle le

respect du cadre réglementaire et des dispositions contractuelles. Mais tel n'est pas toujours le cas. La discrétion des autorités face aux contestations des populations locales sur les manquements socio-environnementaux des opérateurs miniers renforce les suspicions quant aux rapports empreints d'odeur de corruption entre les deux catégories de parties prenantes. Pour certains acteurs,

« il s'agit d'un silence coupable au sens où les autorités et les opérateurs miniers jouent dans le même camp et les intérêts des populations locales sont toujours relégués au second plan » (Responsable de l'association *Trop c'est Trop !*, 27 mars, 2018).

- 74 Mais à y regarder de près les responsabilités sont partagées. Comment pourrait-on retrouver les populations vivant à proximité des sites miniers si les dispositions légales sur la conduite préalable des études d'impact environnemental et social, de dangers et de risques (article 135 alinéa 2 du code minier), sur les indemnités et expropriations (articles 116 et 117 du code minier) étaient respectées ?
- 75 Si d'un côté ces dispositions ne sont pas souvent respectées par les opérateurs miniers, avec la « bénédiction » de l'administration, il arrive parfois que lorsque c'est le cas, les populations s'entêtent à partir de leur lieu d'habitation même après avoir été indemnisées (Autorité administrative, 11 juin 2018). Une autre réalité est celle des installations humaines précaires que l'exploitation minière artisanale semi-mécanisée et de la petite mine favorisent dans leur sillage partout dans la région de l'Est. Il s'agit dans la plupart des cas des implantations massives des artisans miniers qui opèrent à l'intérieur des excavations creusées par les engins et abandonnées par les opérateurs susmentionnés. Des revendications sur les conditions d'assainissement émergent souvent dans ces lieux sans que les contestataires et leurs soutiens tiennent objectivement compte de ce que leur présence est illégale (Cadre de la compagnie Peace Mining, juin 2017 ; Autorité administrative, 11 juin 2018).

Discussion et perspectives : pour une exploitation minière paisible dans l'Est-Cameroun

- 76 L'exploitation minière est une industrie primaire importante et très ancienne. Elle a été centrale dans l'industrialisation de l'Occident et la colonisation. Au cours des siècles, son épiscentre s'est progressivement déplacé depuis l'Europe vers les Suds (Thomas, 2013). Depuis le début de ce millénaire, la question de l'approvisionnement en ressources minières est devenue critique pour les pays industrialisés et émergents, principalement la Chine qui représente près de 40 % de la consommation mondiale des métaux de base et presque 45 % de celle du charbon (*Asian Development Bank*, 2013, cité par Thomas, 2013). Au niveau mondial, l'exploitation des ressources minières a connu un développement considérable ces quinze dernières années et acquis une importance stratégique majeure. Les ressources minières participent ainsi de plain-pied aux transformations mondiales en cours et constituent par là même un poste d'observation privilégié à partir duquel il y a lieu d'interroger les enjeux actuels, notamment sur le développement durable. Cette évolution place désormais la gouvernance des ressources naturelles en général et minérales en particulier au cœur des questionnements nouveaux qui justifient l'implication de divers acteurs.
- 77 D'une part, ces ressources sont au cœur des débats et stratégies de croissance de plusieurs États du Sud, à l'instar du Cameroun, d'institutions financières

internationales comme la Banque mondiale⁷ et d'organes continentaux tels que l'Union Africaine et l'Union Européenne (Commission Européenne, 2012, 2014, 2017 ; Union Africaine, 2009). D'autre part, elles jouent un rôle prépondérant dans la dynamique des relations commerciales Nord-Sud et Sud-Sud, et parfois des conflits localisés ou généralisés, latents ou explicites. À l'interface des enjeux de développement et environnementaux et des luttes de pouvoir qui s'y articulent, l'exploitation minière convoque une multitude de parties prenantes qui s'affrontent à la conjonction des intérêts économiques, de changements écologiques et de luttes politiques (Gautier, Tor, 2012). Ces élaborations de la *political ecology* se trouvent au cœur des études sur l'environnement et le développement (Gautier, Tor, 2012 ; Tor *et al.*, 2009).

- 78 Depuis les années 1980, la masse des études et des recherches sur l'environnement et le développement a connu une extraordinaire expansion (Robbins, 2012 ; Walker, 2006, 2007 ; Walker, 2005 ; Zimmerer, Bassett, 2003 ; Whiteside, 2002 ; Vayda, Walters, 1999 ; Blaikie, Brookfield, 1987 ; Blaikie, 1985 ; Watts, 1983, 1997, 2000, 2002). Reste que malgré une reconnaissance croissante des enjeux liés à la préservation de la biodiversité et au développement durable, les efforts dans ce domaine n'ont pour l'instant pas donné les résultats escomptés. Parmi les arguments évoqués pour justifier ce quasi échec, outre l'absence de prise de conscience des décideurs politiques, est souvent citée la faiblesse de l'interface science-politique.
- 79 Tor et Svarstad (2009) indiquent que l'approche de la *political ecology* s'érige en héritière de la théorie critique de l'école de Francfort. Originaire d'une critique de tendance marxiste du néomalthusianisme née dans les années 1970, son défi principal réside aujourd'hui dans une étude empirique des transformations environnementales et politiques dégagées des préjugés qui pourraient affecter la recherche.
- 80 Les impacts socio-environnementaux qu'entraîne l'exploitation minière questionnent les perspectives de développement durable des communautés riveraines. Elles attisent les conflits avec les entreprises minières face au traitement de faveur dont celles-ci semblent bénéficier de la part des autorités. L'injustice que les communautés locales dénoncent implique à la fois l'absence de réparations liées aux impacts nocifs de l'exploitation minière mais également la démarche des autorités qui semblent valider les manquements socio-environnementaux des entreprises minières.
- 81 Pourtant, le partenariat gouvernement - secteur privé (opérateurs miniers) - communautés locales dans les projets miniers aurait dû être activé dans le but de renforcer les relations entre parties prenantes, de limiter les controverses et d'atteindre le développement durable dans ce secteur. Il en va de la participation publique afin de s'assurer de l'articulation d'une véritable démocratie locale, d'une meilleure gestion des ressources communes (Hardin, 1968 ; Ostrom, 1990) et d'une justice environnementale (Roussel, 2009 ; Osadtchy, 2015). Ces mesures sont appelées, en principe, à déterminer l'aval du gouvernement dans l'attribution des permis miniers et la validation des activités des entreprises minières.
- 82 Mais les problématiques de dédommagements, de réhabilitation et de restauration des sites miniers abandonnés exacerbent les différends, amplifient les contestations des riverains et le rejet de plus en plus prononcé des activités minières dans la Région de l'Est. Des injustices diverses sont évoquées et aimantent l'intérêt de nouvelles parties prenantes : Organisations Non Gouvernementales, société civile, dont le positionnement s'inscrit dans l'affrontement avec les opérateurs miniers, si ce n'est également de l'administration, sur les questions sociales et surtout environnementales.

- 83 C'est que l'exploitation minière dans l'Est-Cameroun interpelle les nouveaux chantiers de la *political ecology* et nécessite, plus globalement, d'interroger ses implications sans cesse plus importantes sur les défaillances de la démocratie participative et la priorisation des enjeux environnementaux. Au centre du débat subsiste la question de savoir si les promesses socioéconomiques des projets miniers sont toujours compatibles avec les enjeux écologiques induits. En partie, c'est de la recherche d'une « démocratie écologique » ou environnementale au sens de Pathe Marame Niang (2015) qu'il est question, voire d'une « écojustice » selon Renouard (2015, p. 16).
- 84 Les enjeux de justice environnementale, spatiale ou d'écojustice dans cette région du Cameroun imposent la prise en compte, par la chaîne d'acteurs (institutions publiques, exploitants miniers, ONG, société civile,...) impliqués dans le processus extractif, de l'identité collective des communautés concernées et impactées par l'exploitation minière. Il y va de leurs besoins, leurs préoccupations, leurs droits et surtout, leur droit à une existence décente.
- 85 Ces exigences posent le problème de la participation de ces communautés riveraines à la décision d'extraire sur leur territoire. Ces dernières décennies, la vision de justice environnementale est privilégiée dans la mise en place des projets extractifs sur un territoire. Ces projets sont également articulés de façon holistique et donc indissociable de l'écodéveloppement communautaire. Les concertations préalables intègrent les préoccupations de santé écosystémique et humaine, de souveraineté alimentaire et culturelle, etc. Il s'agit de minimiser les méfaits et de capitaliser les avantages liés aux activités extractives. Mais comment parvenir à ce schéma de gouvernance locale et paisible dans l'Est-Cameroun ? Le défi, semble-t-il, se trouve du côté de la mise en place d'une véritable démocratie participative dans l'élaboration des projets miniers avec l'implication de toutes les parties prenantes, l'amélioration de la gouvernance à travers la lutte contre la corruption et la priorisation des enjeux de développement durable.

Conclusion

- 86 Les activités minières sont au cœur de multiples et diverses controverses dans l'Est-Cameroun. Ce texte se proposait, afin de les dénouer, d'analyser les facteurs de ces controverses entre parties prenantes à l'exploitation minière dans cette Région. Il se trouve qu'avec la montée des préoccupations environnementales et les revendications de plus en plus prononcées des droits des communautés riveraines, l'exploitation minière fait face à de nouvelles formes de pression et est désormais appréciée à l'aune de ses résultats sur le compromis Économie – Social – Environnement. Les manquements socio-environnementaux des entreprises minières contribuent ainsi à l'intervention de nombreux et nouveaux acteurs dans le secteur minier, rangés pour l'essentiel du côté des communautés locales. Ces dernières, sensibilisées sur leurs droits, prennent presque partout le flambeau de la contestation et parfois de l'affrontement pour revendiquer l'inscription de l'exploitation minière au service du développement durable. C'est donc une exigence de démocratie locale qui implique la participation de toutes les parties prenantes, notamment des populations locales, à la construction des projets miniers. Le visage désastreux des impacts socio-environnementaux trahit suffisamment les mobiles des controverses locales autour des activités minières. Le problème est essentiellement celui de la gouvernance marquée par les logiques de corruption. Cette dernière est désormais appelée à être appréciée à

l'aune de la transparence de l'exploitation minière, de la gestion des conflits entre parties prenantes, de la répartition juste des retombées de l'exploitation minière et de l'atténuation des impacts environnementaux négatifs. C'est là le gage d'un développement paisible des communautés locales dans le sillage de l'exploitation minière dans la région de l'Est-Cameroun.

BIBLIOGRAPHIE

- AÏT-HATRIT S. (2015), *Terres rares : l'Afrique entre dans l'arène*, <https://www.jeuneafrique.com/3358/economie/terres-rares-l-afrique-entre-dans-l-ar-ne/> (consulté le 22 avril 2018).
- BERTRAND N., MOQUAY P. (2004), « La gouvernance locale, un retour à la proximité », *Économie rurale*, 280, pp. 77-95.
- BLAIKIE P., BROOKFIELD H. (eds.) (1987), *Land degradation and society*, Routledge, London.
- BLAIKIE P. (1985), *The political economy of soil erosion in developing countries*, London, New York, Longman Group Ltd.
- COMMISSION EUROPÉENNE (2012), *Assurer l'accès aux matières premières pour le bien-être futur de l'Europe : proposition de partenariat d'innovation européen concernant les matières premières*, Communication de la Commission au Parlement Européen, au Conseil, au Comité Économique et Social Européen et au Comité des Régions.
- COMMISSION EUROPÉENNE (2014), *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions sur la révision de la liste des matières premières critiques pour l'UE et la mise en œuvre de l'initiative « Matières premières »*.
- COMMISSION EUROPÉENNE (2017), *Communication de la Commission au Parlement Européen, au Conseil, au Comité Économique et Social Européen et au Comité des Régions relative à la liste 2017 des matières premières critiques pour l'UE*.
- EBANG MVE U.N. (2015), *L'encadrement juridique de l'exploitation minière au Cameroun*, Yaoundé, éd. Harmattan-Cameroun, coll. Les cahiers du CeFap.
- FRIEDRICH EBERT STIFTUNG (2015), *État des lieux sur le travail décent dans le secteur minier au Cameroun : le cas des travailleurs miniers des régions de l'Adamaoua et de l'est du Cameroun*, Yaoundé.
- GARTLAN S. (1989), *La conservation des écosystèmes forestiers au Cameroun*, Yaoundé, Union Internationale pour la Conservation de la Nature.
- GAUTIER D., TOR A.-B. (éd.) (2012), « Introduction à la political ecology », in *Environnement, discours et pouvoir. L'approche Political ecology*, Paris, Éditions Quæ, pp. 5-20.
- GUICHI M.-N. (2010), « 1,6 milliard CFA pour actualiser les cartes géologiques du Cameroun », *Le Messenger*, <http://www.cameroon-info.net/article/16-milliards-cfa-pour-actualiser-les-cartes-geologiques-du-cameroun-122562.html>
- HARDIN G. (1968), "The Tragedy of the Commons", *Sciences News Series*, 162, 3859, pp. 1243-1248.
- IRGM (2008), *Géologie et ressources minérales du Cameroun, notice de cartes au 1/1000 000*.

ITIE-CAMEROUN (2016), *Rapport annuel d'avancement de l'exercice 2015*, Yaoundé, Ministère des finances – Comité de suivi et de mise en œuvre des principes de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (ITIE).

ITIE-CAMEROUN (2019), *Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives au Cameroun : Rapport ITIE 2016*, Yaoundé.

LICKER V. (2013), « La privatisation de la politique minière au Cameroun : enclaves minières, rapports de pouvoir trans-locaux et captation de la rente », *Politiques africaines*, 131, Karthala, pp. 101-119.

MAGRIN G. (2013), *Voyage en Afrique rentière : une lecture géographique des trajectoires de développement*, Paris, Publication de la Sorbonne.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (MINEPAT) (2009a), *Cameroun Vision 2035*, Yaoundé.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (MINEPAT) (2009b), *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)*, Yaoundé.

NGUEPJOUE D., MANYACKA E. (2008), *Exploitation minière artisanale dans la province de l'Est Cameroun : cas du département de la Boumba et Ngoko ; état des lieux : constats, analyses et recommandations*, Centre pour l'Environnement et le Développement (CED).

NGUIFFO S.A. (2011), *Législations sur les activités extractives, foncières, forestières et environnementales au Cameroun : mise en perspective et gestion des conflits*, Centre pour l'Environnement et le Développement (CED).

NGUIFFO S., BAMENJO J. (2014), *Suivi de contenu local et des obligations fiscales des compagnies minières au Cameroun : cas du projet du diamant de Cameroon and Korea Mining incorporation, Mobilong, Est Cameroun*, Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) et Réseau de Lutte contre la Faim (RELUFA), Yaoundé.

NIANG P.M. (2015), *Les processus participatifs dans la gestion des écosystèmes en Afrique de l'Ouest : une contribution à la démocratie environnementale*, Thèse de doctorat, Université de La Rochelle.

NODEM V., BAMENJO J.-N. & SCHWARTZ B. (2012), *Gestion des recettes tirées des ressources naturelles au niveau des collectivités locales au Cameroun, redevances forestière et minière à Yokadouma, Est-Cameroun*, RELUFA.

OLIVRY J.C. (1986), *Fleuves et rivières du Cameroun*, Paris, MESRES-ORSTOM.

ORÉADE-BRÈCHE (2012), *Projet Hydroélectrique de Lom-Pangar. Évaluation Environnementale et Sociale (EES), vol. 2. Plan de gestion environnementale et sociale*.

OSADTCHY C. (2015), *Conflits environnementaux en territoire industriel : réappropriation territoriale et émergence d'une justice environnementale : le cas de l'étang de Berre et de Fos-sur-Mer*, Thèse de doctorat, Université du Maine.

OSTROM E. (1990), *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*, Cambridge University Press.

PAILLARD C.-A. (2011), « Ruée sur les minerais stratégiques : la question des minerais stratégiques, enjeu majeur de la géoéconomie mondiale », *Géoéconomie*, 59, pp. 18-32.

PEET R., WATTS M. (eds.) (2004), *Liberation ecologies: environment, development, social movements*, London, Routledge.

PITRON G. (2012), « La guerre des métaux rares est déclarée », *Terra eco*, 36, pp. 26-31.

- RENOUARD C. (2015), « L'affaire de tous. Libéralisme et théories de la justice environnementale », *Revue française des affaires sociales*, 1-2, pp. 13-32.
- RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE – MINISTÈRE FÉDÉRAL DE L'ÉDUCATION ET DE LA RECHERCHE (2013), *Matières premières stratégiques pour l'économie de l'Allemagne, site de haute technologie : Programme de recherche et de développement sur les technologies pour les matières premières*.
- ROBBINS P. (2012), « Qu'est-ce que la political ecology ? », in GAUTIER D., TOR A.-B. (éd.), *Environnement, discours et pouvoir. L'approche Political ecology*, Paris, Éditions Quæ, pp. 21-35.
- ROUSSEL I. (2009), « Les inégalités environnementales », *Air Pur*, 76, pp. 5-12.
- SAINT-AUBIN P. (2019), « La dépendance aux métaux stratégiques : quelles solutions pour l'économie ? », Paris, *Journal officiel de la République Française*.
- SAUVÉ L., BATELLIER P. (2011), « La mobilisation citoyenne sur la question du gaz de schiste au Québec », in BROUILLETTE V., GUAY N., LEVY A., MARTIN E. & POULIN R. (dir.), *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, 6, Écosocialisme ou barbarie, pp. 224-236.
- TCHINDJANG M., LEVANG P., MBEVO FENDOUNG P., VOUNDI E., SAHA F. & NJOMBISSIE PETCHOU I.C. (2015), *Impact et suivi par télédétection de l'exploitation minière sur le couvert forestier dans la région de l'Est du Cameroun : cas du département du Lom et Djerem (4°30'-6°N & 13°-14°30' E)*.
- THOMAS F. (2013), « Exploitation minière au sud : enjeux et conflits », *Alternatives sud*, 20, pp. 7-28.
- TOR A.-B., SVARSTAD H. (2009), « Qu'est-ce que la "political ecology" ? », *Natures Sciences Sociétés*, 17, pp. 3-11.
- TRIST F. (2011), *Initiative sur les matières premières : l'UE dans le jeu d'une nouvelle guerre économique. Quels impacts pour les pays du Sud ?*, Commission Justice et paix belge francophone.
- UNION AFRICAINE (2009), *Vision 2050 du régime minier de l'Afrique, rapport d'étude*.
- VAYDA A.P., WALTERS B.B. (1999), "Against political ecology", *Human ecology*, 27, 1, pp. 167-179.
- VISSER K. (2012), *Lessons of Transparency from EITI*, Focus on the Global South, occasional paper.
- WALKER P.A. (2005), "Political ecology: where is the ecology?", *Progress in human geography*, 29, 1, pp. 73-82.
- WALKER P.A. (2006), "Political ecology: where is the policy?", *Progress in human geography*, 30, 3, pp. 382-395.
- WALKER P.A. (2007), "Political ecology: where is the politics?", *Progress in human geography*, 31, 3, pp. 363-369.
- WATTS M. (1983), *Silent violence: food, famine and peasantry in Northern Nigeria*, Berkeley, University of California Press.
- WATTS M. (1997), "Classics in human geography revisited: the political economy of soil erosion in developing countries", *Progress in human geography*, 21, 1, pp. 75-77.
- WATTS M. (2000), "Political ecology", in SHEPPARD E., BARNES T.J. (eds.), *A companion to economic geography*, Blackwell, Oxford, pp. 257-274.
- WHITESIDE K.H. (2002), *Divided nature - French contribution to political ecology*, The MIT Press, Cambridge.

ZIMMERER K.S., BASSETT T.J. (eds.) (2003), *Political ecology: an integrative approach to geography and environment-development studies*, The Guilford Press, New York.

NOTES

1. Décret n°2020/749 du 14 décembre 2020 portant création de la Société Nationale des Mines.
2. La région de l'Est accueille près de 60 % des sociétés forestières implantées au Cameroun tout comme elle a accueilli 64 % des permis miniers délivrés par l'administration depuis 2005.
3. « *Impact et suivi par télédétection de l'exploitation minière sur le couvert forestier dans la région de l'est du Cameroun : cas du département du Lom et Djerem (4°30-6°N & 13°-14°30 E)* », étude financée par l'Institut de Recherche pour le Développement de France (IRD) et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).
4. Le code minier institue, en son article 11, cinq types de titres miniers : (1) l'autorisation d'exploitation artisanale ; (2) l'autorisation d'exploitation artisanale semi-mécanisée ; (3) le permis de recherche ; (4) le permis d'exploitation de la petite mine ; (5) le permis d'exploitation de la mine industrielle.
5. « *Publiez ce que vous payez* » est un réseau mondial d'organisations de la société civile luttant pour la transparence et la redevabilité dans les industries pétrolière, gazière et minière.
6. Geovic Cameroon S.A est une filiale de la compagnie américano-canadienne Geovic Mining Corp. Elle a obtenu le tout premier permis d'exploitation minière au Cameroun en 2003 pour l'exploitation de cobalt, nickel, manganèse et substances connexes dans la commune de Lomié, Région de l'Est.
7. La Banque Mondiale a commandé en 2014 la réalisation de la carte minière du continent africain.

RÉSUMÉS

Le sous-sol camerounais intéresse les compagnies minières dans un contexte où le pays a fait de l'exploitation minière un pilier de son développement. La Région de l'Est, la plus pourvue en minerais, connaît ainsi une intensification des activités minières alors que les externalités de ces dernières alimentent des controverses entre compagnies, autorités et communautés locales. Les enjeux de développement local sont questionnés dans un contexte de gouvernance marqué par la corruption, l'opacité des activités minières et des abus d'autorité. Quels sont donc les déterminants des controverses dans le sillage de l'extractivisme minier dans l'Est-Cameroun ? Cet article est construit autour des théories de la *political ecology* et de la gouvernance. Il analyse les déterminants des controverses socio-environnementales liées à l'exploitation minière dans l'Est-Cameroun. L'état de l'art et les enquêtes de terrain révèlent que les nocivités environnementales et les manquements sociaux des activités minières attisent les revendications des populations locales dans un contexte où les autorités sont étiquetées comme corrompues.

The Cameroonian subsoil is of interest to mining companies in a context where the country has made mining a pillar of its development. The Eastern Region, the most endowed with minerals, is thus experiencing an intensification of mining activities while their externalities are fueling controversies between companies, authorities and local communities. Local development issues

are questioned in a governance context marked by corruption, the opacity of mining activities and abuse of authority. So what are the determinants of the controversies in the wake of mining extractivism in East Cameroon? This article is built around the theories of political ecology and governance. It analyzes the determinants of socio-environmental controversies related to mining in East Cameroon. State of the art and field surveys reveal that the environmental harmfulness and social failures of mining activities are fueling the demands of local populations in a context where the authorities are labeled as corrupt.

INDEX

Mots-clés : Est-Cameroun, extractivisme, corruption, controverses socio-environnementales, communautés locales

Keywords : East Cameroon, extractivism, corruption, socio-environmental controversies, local communities

AUTEUR

ERIC VOUNDI

Doctorant, Département de géographie, Université de Yaoundé I, BP 8085, Yaoundé, Cameroun,
eric.voundi@yahoo.fr